

€

CHECK AGAINST DELIVERY  
SEUL LE TEXTE PRONONCÉ FAIT FOI  
ES GILT DAS GESPROCHENE WORT

ALLOCUTION PRONONCEE PAR  
M. GASTON E. THORN  
PRESIDENT DE LA COMMISSION DES  
COMMUNAUTES EUROPEENNES  
AU CONGRES DE L'EUROPE POUR L'UNION EUROPEENNE  
Bruxelles, Le 22 mars 1984

Mesdames, Messieurs,

C'est avec un plaisir tout particulier que je viens devant vous aujourd'hui. Le Mouvement Européen a depuis le début joué un rôle-clé dans la réalisation du grand dessein qu'est la création des Etats-Unis d'Europe. A partir de son premier grand congrès à La Haye en 1948, jusqu'à nos jours, le Mouvement Européen a fourni un relais crucial entre l'avant-garde européenne et les forces politiques et sociales de nos pays.

Pas d'accord global, ...

J'aurais voulu vous porter de bonnes nouvelles. Mais comme vous le savez, le Conseil Européen des 19 et 20 mars n'a pas donné lieu à un accord global; de ce point de vue, il a échoué. Néanmoins, rien ne nous empêche de mettre en oeuvre les accords partiels auxquels nous sommes parvenus. Et je pense en premier lieu aux accords agricoles. La Commission fera tout pour que les accords qui assurent la réforme de la PAC soient confirmés par le Conseil Agricole la semaine prochaine, selon les règles établies par les Traités. Cette confirmation est urgente. Le calendrier la commande. Le 1er avril les prix et les quotas pour la campagne 1984-1985 doivent être là. Les agriculteurs ont le droit de savoir sur quelle base ils travaillent.

... mais le travail quotidien continuera

Donc, le travail quotidien de la Communauté continuera mais il est évident que tous les éléments de la relance ne sont toujours pas réunis. Ces derniers jours, nous avons eu la confirmation que les

attitudes vis-à-vis des questions budgétaires sont très différentes. Je vous rappelle que le budget communautaire compte pour 1 % du PIB de la Communauté ou un peu plus de 2 % des dépenses publiques. Et on se dispute sur les fractions de ces montants.

Nous appliquons des principes de rigueur budgétaires aux dépenses des Etats - avec raison. Mais nous ne pouvons pas appliquer ces mêmes principes à un petit budget dans une Communauté en devenir et où les écarts entre riches et pauvres sont si grands.

#### Faire des économies - Faire l'Europe

J'entends bien qu'il faut faire des économies. Mesdames, Messieurs les Chefs de gouvernement et Ministres des Finances, j'ai une très bonne nouvelle pour vous. Il y a une énorme économie que vous pouvez faire : Faites l'Europe.

#### Un marché intérieur

Essayons la création d'un vrai marché intérieur. Libérons l'économie européenne des chaînes imposées par les pratiques législatives et administratives nationales. Créons un marché interne européen sans entraves techniques, fiscales et bureaucratiques à nos frontières intérieures. Un marché interne - il n'y a pas de meilleur programme d'emploi que l'on puisse concevoir. Mais depuis combien de temps déjà les propositions de la Commission restent-elles sur la table ? Depuis combien de temps aurait-on pu prendre des mesures concrètes, tandis que l'incapacité décisionnelle du Conseil faisait renvoyer les propositions de la Commission. Renvoyer parce que l'égoïsme ou la léthargie d'un membre l'emporte sur l'intérêt européen.

### Les routiers nous montrent la voie

Pourquoi est-ce qu'il a fallu attendre les actions furieuses et désespérées des routiers, des routiers confrontés quotidiennement aux obstacles anachroniques jetés dans leur voie ? Franchement, ce n'était pas sans "Schadenfreude" que j'ai pu observer les réactions de nos gouvernements devant l'interruption brutale du commerce. En quelques jours, les routiers avaient démontré devant tout le monde ce qu'est leur sort quotidien et l'état inachevé du marché commun.

Mais dans les Etats de droit comme les nôtres, les hommes et femmes politiques doivent prendre des décisions dans le calme et non pas hâtivement et sous menace.

Je me permets de vous rappeler que les seuls retards aux frontières nous coûtent plus de 600 milliards de FB - la moitié du budget de la Communauté. Un budget où l'esprit d'apothicaire semble l'emporter. Mesdames et Messieurs les économistes, si vous voulez vraiment payer moins, je vous invite à faire l'Europe ensemble !

### Un autre exemple : les technologies de pointe

Le marché interne est un exemple où nous pouvons avancer. Les technologies de pointe en sont un autre. Ici la cadence du développement est déterminée par le Japon et les Etats-Unis. L'Europe traîne derrière. Prenons l'électronique. Le plus important producteur européen de circuits intégrés se trouve à la onzième place. Il vient après huit sociétés américaines et deux japonaises. Si on fait confiance aux experts américains, le sort du marché pour les

microchips qui se chiffre en milliards de dollars, se jouera entre les firmes de ces derniers deux pays, mais dans une grande partie sur le marché européen.

Et les biotechnologies ? Il s'agit d'un domaine en plein essor. Mais croyez-moi, la course pour les meilleures places a déjà commencé. D'après les dernières estimations, il y aura en l'an 2000 un marché de 50 à 100 milliards de dollars pour les biotechnologies. Et de nouveau, l'Europe tiendra difficilement la course. Entre 1975 et 1980 à peu près 200 brevets ont été enregistrés dans le monde. Une vingtaine environ vient de la Communauté contre quelque 165 du Japon et des Etats-Unis. Entretemps, la situation en Europe s'est améliorée quelque peu, mais le retard est resté.

Mais, pourquoi les retards technologiques en Europe ?

Ces quelques exemples suffisent, Mesdames, Messieurs. Pourquoi ces retards qui signifient emplois perdus ? Ces retards qui nous rendent dépendants économiquement et technologiquement ? Pourquoi ? Ce n'est pas parce que nous n'avons pas les moyens ou la créativité. Au contraire. Pendant les années soixante-dix, les gouvernements des pays membres, chacun dans son coin, ont effectué le double des dépenses des Japonais en matière de recherche; mais ces derniers ont pu enregistrer quatre fois plus de brevets que nous. Et pourquoi ? Parce que nous gaspillons nos moyens dans une série d'actions ponctuelles et sans coordination. Parce que chaque pays membre est de l'avis qu'il peut emporter l'affaire tout seul et personne ne sait ce que le voisin était en train de faire.

Il faut en finir avec ce gaspillage ! Ensemble, avec les contribuables de la Communauté, je demande que l'on dépense notre argent d'une manière rationnelle. Je fais appel aux Chefs de gouvernement et aux Ministres des Finances. Il faut convaincre vos collègues responsables de la recherche et du développement qu'ils choisissent la bonne voie : celle des programmes européens.

"Esprit". Finalement !

Il y a trois semaines, le Conseil des Ministres à Bruxelles a donné le feu vert pour le programme de recherche "Esprit" qui comprend également la microélectronique de pointe. Enfin, ai-je pu dire, l'esprit soulagé. Un programme exemplaire, une bonne décision. Toutefois, il aurait fallu la prendre il y a deux ans.

Le programme Esprit est bon, s'il s'agit d'un début. D'autres programmes doivent suivre. Programmes qui prennent en compte les besoins spécifiques d'autres secteurs clés. Je viens de parler des biotechnologies où il faut rattrapper des retards. Pensons aux télécommunications, où il va falloir défendre nos avances. Mais cela ne se fera qu'à travers des innovations convaincantes dans le cadre d'une stratégie européenne.

Une stratégie commune : souligner la dimension européenne

Une stratégie commune ne signifie pas dirigisme à la bruxelloise. Au contraire, ce dont il s'agit, pour nous à la Commission, est d'encourager des initiatives transnationales et rendre plus faciles les contacts et les échanges partout où cela est possible. Bref, souligner le rôle de la dimension européenne. Cela signifie, tout d'abord, utiliser tous les crédits disponibles d'une manière optimale

et éviter les doubles emplois. Trouver les lacunes dans l'innovation et, par conséquent, accélérer le développement. En agissant de la sorte nous préparons le terrain pour l'introduction des standards européens. Dans cette optique, une stratégie commune d'innovation industrielle vient en complément de la réalisation du marché commun.

#### Le SME

Enfin, nous avons fêté, il y a quelques jours, le cinquième anniversaire du Système Monétaire Européen. Le SME a bien fonctionné dans des circonstances difficiles, tout le monde s'y accorde. Maintenant il faut le renforcer.

#### Faire la relance et renforcer les institutions

Ces quelques éléments de la relance que j'ai esquissés rapidement devant vous sont très positifs. Mais est-ce que nous pouvons les réaliser sans renforcer les institutions de la Communauté ? La coopération entre gouvernements nationaux peut permettre certains progrès, bien sûr. Mais l'expérience des vingt dernières années a bien démontré, si besoin était, que ces progrès connaissent des limites. Dans quelle mesure dix gouvernements nationaux, responsables devant dix Parlements nationaux, peuvent-ils prendre des décisions économiques et politiques qui correspondent aux intérêts de la Communauté dans son ensemble ?

Combien il est difficile de faire prévaloir l'intérêt européen si chaque fois il faut chercher l'unanimité ! Combien il est difficile de faire prévaloir l'intérêt si chacun ne veut pas dire la même chose quand il parle de l'Europe !

### Le Parlement : Une Constituante Permanente

Avant les premières élections européennes, Willy Brandt avait parlé du Parlement qui allait être élu au suffrage universel direct, comme d'une "constituante permanente". Le Parlement a rempli ce rôle d'une manière remarquable. Qui d'autre que les représentants des peuples européens, élus au suffrage universel direct, aurait pu rédiger un Traité pour l'Union Européenne ?

En tant que Président de la Commission et à titre personnel, j'appuie très sincèrement cette initiative politique.

Le Parlement a eu raison de ne pas faire appel aux Etats pour établir en détail la constitution de l'Union Européenne, mais de la définir lui-même dans un projet de Traité en bonne et due forme. Ainsi, il a démontré que le débat entre représentants des peuples européens et entre forces politiques transnationales peut être bien plus fructueux que la négociation entre représentants des gouvernements nationaux.

Le moment également a été bien choisi. Après trois ans de travaux, il aboutit dans une situation qui montre à l'évidence les limites des réunions entre gouvernements nationaux.

Il faut rendre hommage à l'homme qui a guidé le travail du Parlement. Il faut rendre hommage à Altiero Spinelli, un des grands hommes visionnaires de notre siècle. Un homme qui depuis le temps de ses longues années d'incarcération dans des geôles fascistes a su poursuivre avec une détermination particulière le grand dessein qui est la création d'une Fédération Européenne.

Le projet de Traité constituera sans doute la pièce maîtresse de la campagne électorale du mois de juin.

### Les élections européennes

Les élections européennes auront un double caractère. D'abord l'acte même de participer à ces élections est, d'une certaine manière, un acte d'engagement pour l'Europe en devenir. Un taux élevé de participation au scrutin est un vote pour l'unification de l'Europe. Mais attention ! Il ne signifie pas acceptation de l'état actuel de la Communauté. Pas du tout. Voter européen c'est se proclamer citoyen européen et exiger la transformation, le renforcement de la Communauté.

Deuxièmement, lors du vote, le citoyen signale sa préférence pour une tendance politique. On aurait pu espérer que les partis politiques qui s'offrent à l'électeur soient des partis européens. Ce n'est pas toujours le cas, je le regrette. Il doit s'agir de voter pour une politique européenne et non pas de donner un verdict sur un gouvernement national.

### Où va l'Europe ?

J'ai cru, à certains moments du Conseil Européen, qu'un accord global pouvait se faire. Le travail acharné de la Présidence française et l'engagement personnel du Président Mitterrand, auquel je rends hommage aujourd'hui, avaient créé des conditions idéales pour faire réussir les travaux entamés à Stuttgart. Nous nous sommes quittés mardi soir sur un constat de désaccord. On a pu se demander, où allons-nous ? Le travail du Conseil, dans les mois à venir, les

élections de juin et le grand débat sur l'Union Européenne doivent maintenant nous donner une réponse à la question : Quelle Europe ? Quelle Communauté voulons-nous ?